



**CONSEIL DE  
L'UNION EUROPÉENNE**

**Bruxelles, le 22 avril 2010**

**8897/10**

**COPEN 108**

**NOTE**

de:	Christian Braun, Représentant Permanent, Représentation permanente du Luxembourg auprès de l'Union européenne
à:	Pierre de Boissieu, Secrétaire Général du Conseil
en date du:	25 mars 2010
Objet:	Décision-cadre 2005/214/JAI du Conseil du 24 février 2005 concernant l'application du principe de reconnaissance mutuelle aux sanctions pécuniaires - Lettre de notification du Luxembourg

Monsieur le Secrétaire Général,

J'ai l'honneur de vous communiquer en annexe la loi du 23 février 2010 qui met en oeuvre la décision-cadre 2005/214/JAI du Conseil du 24 février 2005 concernant l'application du principe de reconnaissance mutuelle aux sanctions pécuniaires.

1. En application de l'article 16 de la décision-cadre et de l'article 8 de la loi, le Gouvernement luxembourgeois voudrait faire la déclaration suivante:

*"Le Luxembourg en tant qu'Etat d'exécution accepte le certificat transmis en langue française ou allemande"*

2. En application de l'article 2 de la décision-cadre et de l'article 4 de la loi, le Procureur Général d'Etat est compétent pour l'émission et l'exécution des demandes de reconnaissance.

Parquet Général  
Cité Judiciaire  
Bâtiment CR  
Bureau CR 4.22  
L-2080 Luxembourg  
Tél.: +352 47 59 81 - 329 ou 393  
Fax: + 352 47 05 05  
[parquet.general@justice.etat.lu](mailto:parquet.general@justice.etat.lu)

(formule de politesse)

Christian BRAUN  
Ambassadeur Représentant Permanent

Cette lettre a été également adressée à Madame Catherine Day, Secrétaire-Générale de la Commission européenne